

Date de visite : 17/10/2023**Date du rapport : 27/10/2023**

REPERAGE AMIANTE AVANT DEMOLITION

BERGERIE DU MAS DE L'ILON



Adk Diag 13

Siège : 45, rue Fort Notre Dame 13001 MARSEILLE

Tél. : 06.71.65.21.41

E-mail : adkdiag13@gmail.com

SIRET : 532 926 946 00023

RCP ALLIANZ n° 46.944.947



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

1. Références réglementaires

- Article L4531-1 du Code du Travail
- Arrêtés du 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013
- Articles L.271-4 à L.271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.
- Norme NF X 46-020 de août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

2. Désignation du bâtiment

Adresse : « La Bergerie » 13200 ARLES
Cadastre : Section : DL
Parcelle : 31 et 32
Type de bâtiment : Bâtiment agricole
Période de construction : Avant le 01/01/1949
Périmètre de repérage : Corps principale de la bergerie hors abris droite et gauche

3. Désignation des parties

Propriétaire du bien :
 Conservatoire du Littoral
 Délégation de rivages Provence-Alpes-Côte d'Azur
 3 rue Marcel Arnaud
 13100 AIX-EN-PROVENCE

Donneur d'ordre :
 Conservatoire du Littoral
 Délégation de rivages Provence-Alpes-Côte d'Azur
 3 rue Marcel Arnaud
 13100 AIX-EN-PROVENCE

4. Laboratoire d'analyses

Eurofins Analyses pour le bâtiment Sud – 75C, avenue Pascalet 30310 VERGEZE

5. Le rapport de repérage

Date d'émission du présent rapport : 17/10/2023, remis au propriétaire le 27/10/2023

Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 26 pages

6. Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	David FREGE	Opérateur de repérage	B.2.C 24 rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM	Obtention : 03/07/2017 Échéance : 02/07/2022 N° de certification : B2C 0255
Raison sociale de l'entreprise : Adk Diag 13 (Numéro SIRET : 53292694600031) Adresse : 45, rue Fort Notre Dame, 13001 MARSEILLE Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD SA Numéro de police et date de validité : n°: 10592956604 / 31/12/2023				



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 2 sur 26

Siège social :
 45, rue Fort Notre Dame
 13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
 RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
 06.71.65.21.41

Internet
 Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

SOMMAIRE

1.	Références réglementaires	2
2.	Désignation du bâtiment	2
3.	Désignation des parties.....	2
4.	Laboratoire d'analyses.....	2
5.	Le rapport de repérage	2
6.	Le(s) signataire(s).....	2
7.	Les conclusions du rapport.....	4
8.	Détails de la mission de repérage.....	5
8.1.	L'objet de la mission :	5
8.2.	Le cadre de la mission :	5
8.2.1.	L'intitulé de la mission :	5
8.2.2.	Le cadre réglementaire de la mission :	5
8.2.3.	L'objectif de la mission :	5
8.2.4.	Le programme de repérage de la mission réglementaire :	5
8.2.5.	Programme de repérage complémentaire (le cas échéant):	6
8.2.6.	Le périmètre de repérage effectif :	6
9.	Conditions de réalisation du repérage	7
9.1.	Bilan de l'analyse documentaire :	7
9.2.	Date d'exécution des visites du repérage in situ :	7
9.3.	Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur	7
9.4.	Plan et procédures de prélèvements :	7
10.	Résultats détaillés du repérage.....	8
10.1.	Liste des produits et matériaux, présentée par catégorie	8
10.1.1.	Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités.....	8
10.1.2.	Parois verticales extérieures et Façades	8
10.1.3.	Parois verticales intérieures	8
10.1.4.	Plafonds et faux plafonds.....	9
10.1.5.	Planchers et planchers techniques	9
10.1.6.	Conduits et accessoires intérieurs	9
10.1.7.	Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	9
10.1.8.	Équipements divers et accessoires	9
10.1.9.	Fondations et soubassements.....	9
10.1.10.	Aménagements, voiries et réseaux divers.....	9
10.1.11.	Composants ne figurant pas sur la Norme NF X 46-020 d'Août 2017	9
10.2.	Récapitulatif zone par zone	10
11.	Signatures.....	11

ANNEXES

Annexe A – Schéma de repérage n° : DF-2309-5249.....	13
Annexe B – Procès verbaux d'analyses	15
Annexe C – Recommandations générales de sécurité	25



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 3 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).


Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

7. Les conclusions du rapport

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Matériaux ou produits contenant de l'amiante après analyse :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Photo
ZPSO-001	Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage)	Bergerie (extérieur)	

Réserve(s) à la présente mission :

Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

8. Détails de la mission de repérage

8.1. L'objet de la mission :

Dans le cadre de la démolition de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

8.2. Le cadre de la mission :

8.2.1. L'intitulé de la mission :

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante avant démolition».

8.2.2. Le cadre réglementaire de la mission :

L'article R. 1334-19 du code de la construction et de l'habitation prévoit que « Les propriétaires des immeubles bâtis mentionnés à l'article R. 1334-14 font réaliser, préalablement à la démolition de ces immeubles, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante ». Conjointement, l'article L4531-1 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérigène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux. Cette mission est soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du code du travail)

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

8.2.3. L'objectif de la mission :

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble à démolir.»

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

8.2.4. Le programme de repérage de la mission réglementaire :

Le programme de repérage est défini par l'arrêté du 16 juillet 2019 et l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017.

Extrait de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017 (liste non exhaustive)

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	Plaques ondulées et planes
	Ardoises, bardeaux bitumineux
	Éléments associés à la toiture
	Éléments sous toiture
	Étanchéité de toiture terrasse
2 - Parois verticales extérieures et Façades	Fenêtres de toit, lanternaux, verrières
	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich
	Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage
	Façades lourdes y compris poteaux
	Menuiseries extérieures
3 - Parois verticales intérieures	Éléments associés aux façades
	Murs et cloisons maçonnés
	Poteaux
	Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)
	Gaines et coffres verticaux
4 - Plafonds et faux plafonds	Portes coupe-feu, pare-flamme, isothermiques, frigorifiques
	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
	Plafonds
	Poutres et charpentes
	Poutres et charpentes
5 - Planchers et planchers techniques	Gaines et coffres horizontaux
	Faux plafonds
	Suspentes et contrevents
	Revêtements de sols
	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)
6 - Conduits et accessoires intérieurs	Clapets / volets coupe-feu
	Vide-ordures
	Portes et cloisons palières



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 5 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	parois des équipements Matériels en machinerie
8 - Équipements divers et accessoires	Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes Convecteurs et radiateurs électriques fusibles à broche canalisations électriques préfabriquées Coffres-forts Portes de placard, baignoires et éviers métalliques Jardinières, bac à sable incendie
9 - Fondations et soubassements	Étanchéité des murs enterrés Parois verticales et horizontales enterrées Conduits et fourreaux
10 - Aménagements, voiries et réseaux divers	Conduits, Siphons Voiries Espaces sportifs Aménagements extérieurs

8.2.5. Programme de repérage complémentaire (le cas échéant):

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

8.2.6. Le périmètre de repérage effectif :

8.2.6.1. Descriptif des travaux :

Démolition du corps principal de la Bergerie

8.2.6.2. Descriptif des pièces visitées

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Abris gauche (toute hauteur, non démoli),

Bergerie (toute hauteur),

Abri droite (toute hauteur, non démoli)

Localisation	Description
Abris gauche (toute hauteur, non démoli)	Sol : terre Murs : pierre et enduit chaux Plafond : bois et tuiles
Abri droite (toute hauteur, non démoli)	Sol : terre Murs : pierre et enduit chaux Plafond : bois et tuiles
Bergerie (toute hauteur)	Sol : terre Murs : pierre et enduit chaux Plancher intermédiaire : bois Plafond : bois et tuiles Porte(s)+cadres(s) 2 : métal et peinture Porte(s)+cadres(s) 1 : bois Elements bois au sol (palettes, meubles, etc.) : bois Débris construction : pierre, tuiles, bois, conduits en fibres-ciment



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

9. Conditions de réalisation du repérage

9.1. Bilan de l'analyse documentaire :

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations : Néant

9.2. Date d'exécution des visites du repérage in situ :

Date de la commande : 17/10/2023

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 17/10/2023

Heure d'arrivée : 11 h 54

Durée du repérage : 03 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Sans accompagnateur

9.3. Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

9.4. Plan et procédures de prélèvements :

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

10. Résultats détaillés du repérage

10.1. Liste des produits et matériaux, présentée par catégorie

Dans le cadre de la mission, il a été repéré les matériaux et produits suivants, ayant l'objet de sondages :



Légende :

- Texte en noir : matériau ou produit ne contenant pas d'amiante après analyse
- Texte en rouge : matériau ou produit contenant de l'amiante après analyse.
- Texte en vert : matériau ou produit ne contenant pas d'amiante par nature ou sur justificatif daté.
- Texte en bleu : matériau ou produit susceptible de contenir de l'amiante mais non prélevé en raison de son inaccessibilité


10.1.1. Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités

Sans objet

10.1.2. Parois verticales extérieures et Façades

ZPSO-002 : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)					
Pièces : Bergerie (toute hauteur)					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Bergerie (toute hauteur)	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO-002 <u>Description</u> : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Bergerie (toute hauteur)	P002	
ZPSO-005 : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)					
Pièces : Abris gauche (toute hauteur, non démoli)					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Abris gauche (toute hauteur, non démoli)	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO-005 <u>Description</u> : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Abris gauche (toute hauteur, non démoli)	P005	

10.1.3. Parois verticales intérieures


ZPSO-003 : Enduit à base de ciment projeté					
Pièces : Bergerie (toute hauteur)					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Bergerie (toute hauteur)	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO-003 <u>Description</u> : Enduit à base de ciment projeté <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Bergerie (toute hauteur)	P003	

AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

ZPSO-004 : Enduit à base de ciment lissé ou taloché					
Pièces : Bergerie (toute hauteur)					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Bergerie (toute hauteur)	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO-004 <u>Description</u> : Enduit à base de ciment lissé ou taloché <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Bergerie (toute hauteur)	P004	


10.1.4. Plafonds et faux plafonds

Sans objet

10.1.5. Planchers et planchers techniques

Sans objet

10.1.6. Conduits et accessoires intérieurs

ZPSO-001 : Conduit en fibres-ciment					
Pièces : Bergerie (extérieur)					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Bergerie (extérieur)	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO-001 <u>Description</u> : Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage) <u>Résultat</u> : Présence d'amiante	Oui Bergerie (extérieur)	P001	

10.1.7. Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques

Sans objet

10.1.8. Équipements divers et accessoires

Sans objet

10.1.9. Fondations et soubassements

Sans objet

10.1.10. Aménagements, voiries et réseaux divers

Sans objet

10.1.11. Composants ne figurant pas sur la Norme NF X 46-020 d'Août 2017

Sans objet






AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

10.2. Récapitulatif zone par zone

Zone	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO-001	<p><u>Localisation</u> : Bergerie (extérieur)</p> <p><u>Zone</u> : Discontinue</p> <p><u>Echantillons</u> : P001</p> <p><u>Description</u> : Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage)</p>	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO-002	<p><u>Localisation</u> : Bergerie (toute hauteur)</p> <p><u>Zone</u> : Continue</p> <p><u>Echantillons</u> : P002</p> <p><u>Description</u> : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO-003	<p><u>Localisation</u> : Bergerie (toute hauteur)</p> <p><u>Zone</u> : Continue</p> <p><u>Echantillons</u> : P003</p> <p><u>Description</u> : Enduit à base de ciment projeté</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO-004	<p><u>Localisation</u> : Bergerie (toute hauteur)</p> <p><u>Zone</u> : Continue</p> <p><u>Echantillons</u> : P004</p> <p><u>Description</u> : Enduit à base de ciment lissé ou taloché</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO-005	<p><u>Localisation</u> : Abris gauche (toute hauteur, non démoli)</p> <p><u>Zone</u> : Continue</p> <p><u>Echantillons</u> : P005</p> <p><u>Description</u> : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

11. Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par B.2.C - 24 rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM (détail sur www.info-certif.fr)

Fait à ARLES, le 27/10/2023

Par : David FREGE

Signature du représentant :





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

ANNEXES

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes

- A Schéma de repérage
- B Procès-verbaux d'analyses
- C Recommandations générales de sécurité



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 12 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com

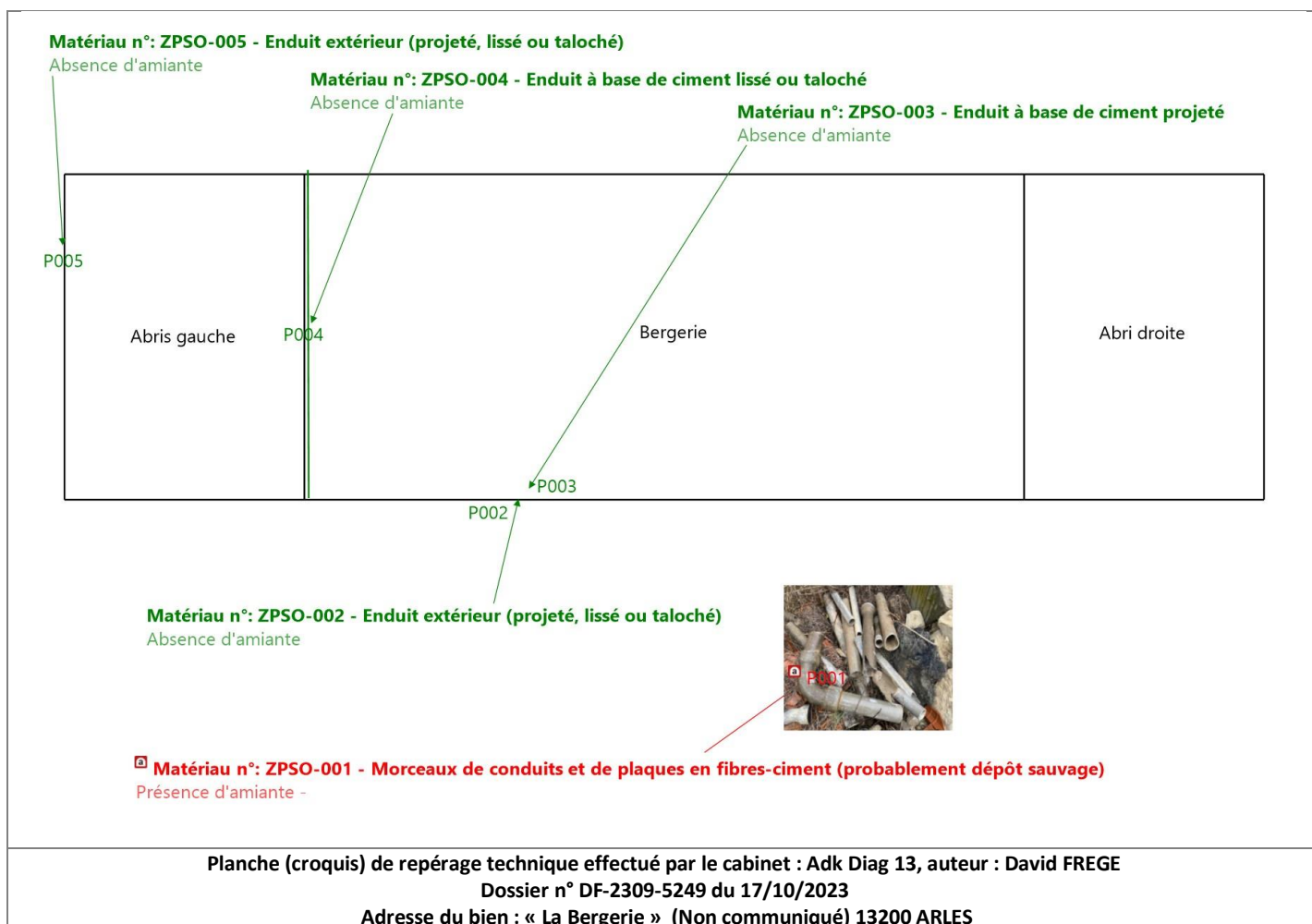


AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

Annexe A – Schéma de repérage n° : DF-2309-5249

AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

Photos

	<p>Photo n° PhA001 Localisation : Bergerie (extérieur) Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment Description : Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage) Localisation sur croquis : ZPSO-001</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Bergerie (toute hauteur) Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux Partie d'ouvrage : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Description : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Localisation sur croquis : ZPSO-002</p>
	<p>Photo n° PhA003 Localisation : Bergerie (toute hauteur) Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : Enduit à base de ciment projeté Description : Enduit à base de ciment projeté Localisation sur croquis : ZPSO-003</p>
	<p>Photo n° PhA004 Localisation : Bergerie (toute hauteur) Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : Enduit à base de ciment lissé ou taloché Description : Enduit à base de ciment lissé ou taloché Localisation sur croquis : ZPSO-004</p>
	<p>Photo n° PhA005 Localisation : Abris gauche (toute hauteur, non démoli) Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux Partie d'ouvrage : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Description : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Localisation sur croquis : ZPSO-005</p>

AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM




Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

Annexe B – Procès verbaux d'analyses

Identification des prélèvements :



Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
DF-2309-5249/ZPSO-001-P001	Bergerie (extérieur)	6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Conduit en fibres-ciment	<p>Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage)</p> <p>Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage)</p> <p>Réf. laboratoire: 23KE028410-001</p> <p>Commentaires Laboratoire: 2</p> <p>Analyse à réaliser: 1 couche</p>	
DF-2309-5249/ZPSO-002-P002	Bergerie (toute hauteur)	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	<p>Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)</p> <p>Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)</p> <p>Réf. laboratoire: 23KE028410-002</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide1</p> <p>Analyse à réaliser: 1 couche</p>	
DF-2309-5249/ZPSO-003-P003	Bergerie (toute hauteur)	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de ciment projeté	<p>Enduit à base de ciment projeté</p> <p>Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Enduit à base de ciment projeté</p> <p>Réf. laboratoire: 23KE028410-003</p> <p>Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide1</p> <p>Analyse à réaliser: 1 couche</p>	

AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

DF-2309-5249/ZPSO-004-P004	Bergerie (toute hauteur)	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	<p>Enduit à base de ciment lissé ou taloché</p> <p>Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Enduit à base de ciment lissé ou taloché Réf. laboratoire: 23KE028410-004 Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide1 Analyse à réaliser: 1 couche</p>	
DF-2309-5249/ZPSO-005-P005	Abris gauche (toute hauteur, non démoli)	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	<p>Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)</p> <p>Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Réf. laboratoire: 23KE028410-005 Commentaires Laboratoire: Calcination et/ou attaque acide1 Analyse à réaliser: 1 couche</p>	

Copie des rapports d'essais : pages suivantes

AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

ADK DIAG 13
Monsieur David FREGE
45 Rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050587-01
Dossier N° : 23KE028410
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16 Page1/2
Date de réception : 23/10/2023 Date d'analyse : 24/10/2023

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	P001 - 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) - Conduit en fibres-ciment - Morceaux de conduits et de plaques en fibres-ciment (probablement dépôt sauvage) - Bergerie (toute hauteur)	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	MOLP * / R2CD	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO24083) en vue d'une identification des fibres au Microscopie Optique à Lumière Polarisée (**MOLP**) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "A".

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS
75 Avenue de Pascalet

F-30310 VERGEZE, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1-5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Adk Diag 13

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050587-01
Dossier N° : 23KE028410
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16
Date de réception : 23/10/2023

Page 2/2
Date d'analyse : 24/10/2023

Katherine Juan
Tech. Analyste Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS

75 Avenue de Pascalet
F-30310 VERGEZE, FRANCE
Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 18 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

**Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS**

ADK DIAG 13

Monsieur David FREGE

45 Rue Fort Notre Dame

13001 MARSEILLE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050588-01

Dossier N° : 23KE028410

Référence dossier Client:Dossier: DF-2309-5249

Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16

Date de réception : 23/10/2023

Page1/2

Date d'analyse : 24/10/2023

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
002	P002 - 2 - Parois verticales extérieures et Facades - Facades lourdes y compris poteaux - Enduit extérieur (projeté, lisse ou taloché) - Enduit extérieur (projeté, lisse ou taloché) - Bergerie (toute hauteur)	Matériau semi-dur de type enduit (granulaire) (gris)	MET * / Y3BY	1 / 2 *	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscopie Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables" inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm) ; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "A".

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS

75 Avenue de Pascalet

F-30310 VERGEZE, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 5922

Portée disponible sur

www.cofrac.fr



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 19 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050588-01
Dossier N° : 23KE028410
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16
Date de réception : 23/10/2023

Page 2/2
Date d'analyse : 24/10/2023

Katherine Juan
Tech. Analyste Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "A".

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS
75 Avenue de Pascalet
F-30310 VERGEZE, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31: +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1-5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 20 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

ADK DIAG 13
Monsieur David FREGE
45 Rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050589-01 Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16 Page 1/1
Dossier N° : 23KE028410 Date de réception : 23/10/2023 Date d'analyse : 24/10/2023
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
003	P003 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnes - Enduit à base de ciment projeté - Enduit à base de ciment projeté - Bergerie (toute hauteur)	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (granulaire) (gris)	MET * / Y3BY	1 / 2 *	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscopie Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Katherine Juan
Tech. Analyste Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "A".

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS
75 Avenue de Pascal
F-30310 VERGEZE, FRANCE
Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



DF-2309-5249-AMDEM Page 21 sur 26

Adk Diag 13

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

ADK DIAG 13
Monsieur David FREGE
45 Rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050590-01 Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16 Page 1/1
Dossier N° : 23KE028410 Date de réception : 23/10/2023 Date d'analyse : 24/10/2023
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
004	P004 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnées - Enduit à base de ciment lisse ou taloché - Enduit à base de ciment lisse ou taloché - Bergerie (toute hauteur)	Matériau (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (cimenteux) (gris)	MET * / Y3BY	1 / 2 *	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscopie Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observable** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0,1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Katherine Juan
Tech. Analyste Microscopie



Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS
75 Avenue de Pascalet

F-30310 VERGEZE, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31 - +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Adk Diag 13

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

ADK DIAG 13
Monsieur David FREGE
45 Rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050591-01 Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16 Page 1/2
Dossier N° : 23KE028410 Date de réception : 23/10/2023 Date d'analyse : 24/10/2023
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
005	P005 - 2 - Parois verticales extérieures et Facades - Facades lourdes y compris poteaux - Enduit extérieur (projeté, lisse ou taloché) - Enduit extérieur (projeté, lisse ou taloché) - Abris gauche (toute hauteur, non démolé)	Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET * / Y3BY	1 / 2 *	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscopie Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observable** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole :

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS

75 Avenue de Pascalot

F-30310 VERGEZE, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/

S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Adk Diag 13

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023



Eurofins Analyses Pour Le Bâtiment Sud SAS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-KE-050591-01
Dossier N° : 23KE028410
Référence dossier Client: Dossier: DF-2309-5249

Date d'émission de rapport : 25/10/2023 9:16
Date de réception : 23/10/2023

Page 2/2
Date d'analyse : 24/10/2023

Katherine Juan
Tech. Analyste Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole :

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS

75 Avenue de Pascalet

F-30310 VERGEZE, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 65 31; +33 (0) 4 66 73 16 84 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5922
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Adk Diag 13

DF-2309-5249-AMDEM Page 24 sur 26

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com



Date de visite : 17/10/2023**Date du rapport : 27/10/2023****Annexe C – Recommandations générales de sécurité**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales**a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrisme important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.



AMIANTE AVANT DEMOLITION – Rapport n° : DF-2309-5249-AMDEM

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique).

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 27/10/2023

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

1. Références réglementaires

- Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail,
- Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et suivants,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb,
- Norme NF X 46 031 avril 2008 relative à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb.

2. Cadre du constat

X	Les parties privatives
	Les parties occupées
	Les parties communes d'un immeuble

	Avant la vente
	Avant la mise en location
X	Avant travaux (Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP)

3. Désignation et occupation du bien

Adresse : « La Bergerie » 13200 ARLES
Cadastre : Section : DL
 Parcelle : 31 et 32

Type : Bâtiment agricole

Période de construction : Avant le 01/01/1949

L'occupant est : Sans objet, le bien est vacant
Présence d'enfants mineurs : NON

4. Désignation des parties

Propriétaire du bien :
 Conservatoire du Littoral
 Délégation de rivages Provence-Alpes-Côte d'Azur
 3 rue Marcel Arnaud
 13100 AIX-EN-PROVENCE

Donneur d'ordre :
 Conservatoire du Littoral
 Délégation de rivages Provence-Alpes-Côte d'Azur
 3 rue Marcel Arnaud
 13100 AIX-EN-PROVENCE

5. Désignation de l'opérateur

SARL Adk Diag 13
 Siège social : 45, rue Fort Notre Dame 13001 MARSEILLE

Opérateur de repérage : David FREGE
 Certification Plomb n° : B2C 0255
 Par B2C Certification 16 rue Eugène Delacroix – 67200 STRASBOURG
 Valable jusqu'au 05/08/2022

Numéro de police et date de validité : n°: 10592956604 - 31/12/20;
 Compagnie d'assurance : AXA France IARD SA

Signature de l'opérateur

Fait à Marseille, le 17/10/2023





PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

Sommaire

1. Références réglementaires	1
2. Cadre du constat.....	1
3. Désignation et occupation du bien	1
4. Désignation des parties.....	1
5. Désignation de l'opérateur Signature de l'opérateur.....	1
6. Objectif de la mission.....	3
7. Périmètre des travaux.....	3
8. L'appareil à fluorescence X.....	3
9. Laboratoire d'analyse éventuel	3
10. Résultats des mesures	4
11. Commentaires.....	5
12. Méthodologie employée.....	6
12.1 Stratégie de mesurage	6
12.2 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	6
12.3 Présentation des résultats.....	6
ANNEXES.....	7
Annexe 1 – Planche de repérage technique.....	7
Annexe 2 – Notice d'information	8



PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

6. Objectif de la mission

L'objet de ce rapport est d'identifier les revêtements et matériaux contenant du plomb susceptibles d'être altérés au cours des travaux de rénovation/réhabilitation ou de démolition, définis préalablement à la mission. L'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux. Ce diagnostic n'est ni un Constat de Risque d'Exposition au Plomb ni un Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb, qui relèvent des obligations prévues par le Code de la Santé Publique.

7. Périmètre des travaux

Le donneur d'ordre remet au diagnostiqueur ces informations via un tableau synthétique dont le modèle est téléchargeable sur le site de la DIRECCTE Centre : Annexe 2 Tableau de recensement des travaux établi par le donneur d'ordre ainsi qu'une description détaillée des travaux, de leur localisation et si déjà définis le nom et adresse des entreprises intervenantes. Il est important de disposer d'informations précises pour définir la stratégie de mesures.

Tableau de recensement des travaux :

Local / Structure	Nature des travaux	Entreprise Intervenant

8. L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS	
Modèle de l'appareil	FEnX 23mCi	
N° de série de l'appareil	RTV0258-23	
Nature du radionucléide	109 Cd	
Date du dernier chargement de la source	27/02/2019	Activité à cette date et durée de vie : 850 MBq
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T130996	Date d'autorisation 06/12/2018
	Date de fin de validité de l'autorisation 06/12/2023	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	Adk Diag 13	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	David FREGE	

Étalon : NIST SRM2573 : 1,04 mg/cm²

9. Laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-



PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

10. Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Abris gauche (toute hauteur, non démolé)	6	-	6 (100 %)	-	-	-
Bergerie (toute hauteur)	11	-	11 (100 %)	-	-	-
Abri droite (toute hauteur, non démolé)	7	-	7 (100 %)	-	-	-
TOTAL	24	-	24 (100 %)	-	-	-

Abris gauche (toute hauteur, non démolé)

Nombre d'unités de diagnostic : 6

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
2		Sol	terre		mesure 1	0,7	
3					mesure 2	0,5	
4	A	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,2	
5					mesure 2	0,2	
6	B	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,2	
7					mesure 2	0,4	
8	C	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,4	
9					mesure 2	0,2	
10	D	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,3	
11					mesure 2	0,1	
12		Plafond	bois et tuiles		mesure 1	0,6	
13					mesure 2	0,2	

Bergerie (toute hauteur)

Nombre d'unités de diagnostic : 11

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
14		Sol	terre		mesure 1	0	
15					mesure 2	0,4	
16	A	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,2	
17					mesure 2	0,4	
18	B	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,6	
19					mesure 2	0,7	
20	C	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,4	
21					mesure 2	0,7	
22	D	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,2	
23					mesure 2	0	
24		Plafond	bois et tuiles		mesure 1	0,2	
25					mesure 2	0,6	
26		Plancher intermédiaire	bois		mesure 1	0,4	
27					mesure 2	0,5	
28	A	Porte(s)+cadres(s) 1	métal	peinture	partie mobile	0,3	
29					huisserie	0,2	
30	A	Porte(s)+cadres(s) 2	bois		partie mobile	0,4	
31					huisserie	0,4	
32	C	Porte(s)+cadres(s) 3	bois		partie mobile	0,4	
33					huisserie	0,7	
34					mesure 1	0,7	
35		Débris de construction	pierre, tuiles, bois, morceaux de conduits en fibres-ciment		mesure 2	0,2	



PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

Abri droite (toute hauteur, non démolì)

Nombre d'unités de diagnostic : 7

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
36		Sol	terre		mesure 1	0,1	
37					mesure 2	0,4	
38	A	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,4	
39					mesure 2	0,5	
40	B	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,7	
41					mesure 2	0,7	
42	C	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,2	
43					mesure 2	0,5	
44	D	Murs	pierre	enduit chaux	mesure 1	0,3	
45					mesure 2	0,4	
46		Plafond	bois et tuiles		mesure 1	0,4	
47					mesure 2	0,4	
48			pierre, tuiles, bois, morceaux de conduits en fibres-ciment		mesure 1	0,4	
49		Débris de construction			mesure 2	0,1	

Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

11. Commentaires

Validité du constat:

Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

Documents remis par le donneur d'ordre :
Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Néant
Sans accompagnateur

Liste des locaux non visités :

Néant



PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

12. Méthodologie employée

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostic sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Par ailleurs, pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période) présentant des locaux similaires, un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de diagnostic qui doivent faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et / ou prélèvement).

Seules les unités de diagnostic impactées par les travaux font l'objet d'une ou plusieurs mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

12.1 Stratégie de mesurage

Contrairement au CREP, le nombre de mesures à réaliser est fonction du type d'unité de diagnostic (UD) et des travaux à effectuer. En effet, les limites prévues par la réglementation du CREP ne sont pas forcément adaptées à chaque situation (Nombre de mesures limité à 3, hauteur de la prise des mesures limitée à 3 mètres), puisque l'objectif n'est pas de repérer des zones potentiellement accessibles par les enfants, ni même de vérifier la conformité à une valeur-seuil. Par conséquent, le diagnostiqueur déterminera le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'UD et de la nature des travaux.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs et réparties de façon pertinentes (partie haute et basse d'un mur, ...).

Lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements il peut effectuer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire (idem réglementation du CREP).

12.2 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

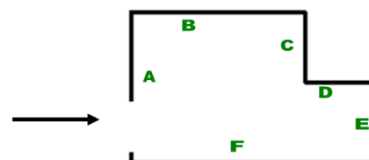
Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

12.3 Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.



Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.



PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

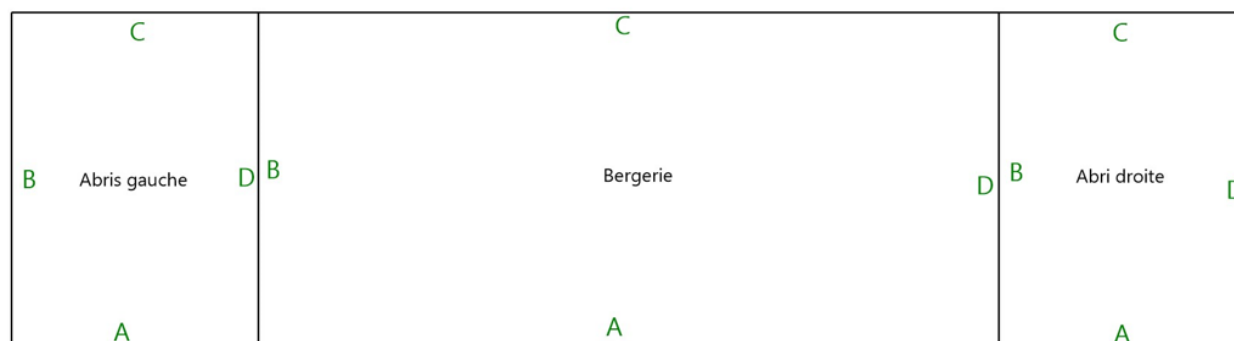
Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

ANNEXES

Annexe 1 – Planche de repérage technique





PLOMB – Rapport n° : DF-2309-5249-PB

Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

Annexe 2 – Notice d'information

Notice d'information à remettre systématiquement aux donneurs d'ordre en annexe du diagnostic

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Comment se contamine-t-on ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

Sur les chantiers :

- en travaillant sans protection,
- en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- en se rongant les ongles,
- en mâchant de la gomme ou autres.

Hors lieux de travail :

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

Que faire en cas de risque potentiel sur un chantier ?

Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation / réhabilitation et démolition
- Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes

Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

- Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)
- **Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)**
- Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
 - o interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
 - o rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
 - o interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
 - o ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- des conseils dans le choix des protections,
- une aide à l'information et à la formation,
- une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).

Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Des documents vous informent :

- le diagnostic plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- Les guides de prévention :

Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur www.preventionbtp.fr) Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur www.inrs.fr)



TERMITES – Rapport n° : DF-2309-5249-TE

Etat du bâtiment relatif à la présence de Termites

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : 16/04/2024

1. Références réglementaires

Ordonnance 2005-0655 du 8 juin 2005

Code de la Construction et de l'Habitation – articles L. 133-6 , L. 133-5, L. 271-4 à L 271-6 et R. 133-7, R. 133-8, R. 271-1 à R. 271-5

Arrêté du ministère du logement du 29 mars 2007

Norme NF P 03-201

2. Désignation du bien

Adresse : « La Bergerie » 13200 ARLES

Cadastre : Section : DL
Parcelle : 31 et 32

Type : Bâtiment agricole

Nature de l'immeuble : ☒ bâti ☐ non bâti

Période de construction : Avant le 01/01/1949

Temps passé sur site : 03 h 00

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

☐ Traitement antérieur contre les termites

☐ Infestation antérieure de termites dans le bâtiment

☐ Notice technique relative à l'article R112-4 du CCH (dépôt de permis de construire ou engagement travaux après 1/11/2006)

3. Désignation des parties

Propriétaire du bien :

Conservatoire du Littoral

Délégation de rivages Provence-Alpes-Côte d'Azur

3 rue Marcel Arnaud

13100 AIX-EN-PROVENCE

Donneur d'ordre :

Conservatoire du Littoral

Délégation de rivages Provence-Alpes-Côte d'Azur

3 rue Marcel Arnaud

13100 AIX-EN-PROVENCE

Personne présente pendant le diagnostic (accompagnateur) : Sans accompagnateur

4. Désignation de l'opérateur

SARL Adk Diag 13

Siège social : 45, rue Fort Notre Dame 13001 MARSEILLE

Opérateur de repérage : David FREGE

Certification n° : B2C 0255

Par B2C Certification 16 rue Eugène Delacroix – 67200 STRASBOURG

Valable jusqu'au 14/10/2023

Numéro de police et date de validité : n°: 10592956604 - 31/12/2023

Compagnie d'assurance : AXA France IARD SA

Signature de l'opérateur

Fait à Marseille, le 17/10/2023



CONCLUSION :

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.



Termites

Adk Diag 13

DF-2309-5249-TE Page 1 sur 6

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com



Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : 16/04/2024

5. Objet de la mission

La présente mission consiste à établir l'état du bâtiment relatif à la présence de termites, pour l'exonération du vendeur du garantie de vice caché dans les zones délimitées par arrêté préfectoral ; et ce, en référence aux articles suivants et au décret du 3 juillet 2000 du 5 septembre 2006 et du 21 décembre 2006. **La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Mars 2012) et à l'arrêté du 29 mars 2007 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.**

Textes réglementaires et normatifs s'appliquant à la mission :

Articles législatifs : L 133-5, L 133-6, L 271-4 à L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Articles réglementaires : R 133-7, R 133-8, R 271-1 à R 271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation

La mission et son rapport son exécutés conformément à :

- l'arrêté du ministère du logement du 29 mars 2007 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites.
- la norme NF P 03-201

Contenu de la mission – moyens d'investigations :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Cet état repose sur un examen visuel le plus complet possible des parties visibles et accessibles à l'aide, lorsque cela est nécessaire, d'une lampe torche. Cet examen s'accompagne d'un sondage manuel de l'ensemble des éléments en bois à l'aide d'un outil approprié (poinçon). Ce sondage est non destructif sauf sur les parties déjà altérées ou dégradées. Dans certains cas, avec l'accord du propriétaire, des investigations plus poussées peuvent être engagées afin d'approfondir les recherches en présence de pathologies douteuses. Au niveau des parties non bâties (10 mètres), son examinées et éventuellement sondées, les arbres et autres végétaux, souches, piquets de clôture, poteaux, planches ou autres débris de végétaux posés sur le sol, stockage de bois et tout matériaux contenant de la cellulose afin de détecter des infestations. **Dans tous les cas, l'intervention n'a pas pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même si il y a bûchage** (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandu l'attaque), l'intérêt étant de signaler l'état défectueux par la présence ou l'absence d'agent de dégradation biologique du bois dans l'immeuble, d'établir un rapport de constat de l'état relatif à la présence de termites dans un immeuble bâti ou non bâti.

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : Néant

Informations communiquées à l'opérateur par le donneur d'ordre, concernant des traitements antérieurs ou une présence de termites dans le bâtiment : Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : Sans accompagnateur

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) : Néant

Nota 1 : *Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.*Nota 2 : *L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.***Définitions :**

Accessibilité : possibilité d'atteindre un élément avec les moyens mis à disposition de l'intervenant, sans démontage ni sondage destructif et sans déplacement de mobilier lourd et encombrant.

Infestation : présence ou indice de présence, avec ou sans activité apparente.



TERMITES – Rapport n° : DF-2309-5249-TE*Etat du bâtiment relatif à la présence de Termites***Date de visite : 17/10/2023****Date du rapport : 17/10/2023****Validité : 16/04/2024****6. Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et résultat du diagnostic (identification des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas) :**

BÂTIMENTS et parties de bâtiments visités	OUVRAGES parties d'ouvrages et éléments examinés	RESULTAT du diagnostic d'infestation avec catégorie de termites en cause
Abris gauche (toute hauteur, non démolé)	Sol - terre	Absence d'indices d'infestation de termites
	Murs - pierre et enduit chaux	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - bois et tuiles	Absence d'indices d'infestation de termites
Bergerie (toute hauteur)	Sol - terre	Absence d'indices d'infestation de termites
	Murs - pierre et enduit chaux	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plancher intermédiaire - bois	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - bois et tuiles	Absence d'indices d'infestation de termites
	Porte(s)+cadres(s) 2 - métal et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Porte(s)+cadres(s) 1 - bois	Absence d'indices d'infestation de termites
	Elements bois au sol (palettes, meubles, etc.) - bois	Absence d'indices d'infestation de termites
Abri droite (toute hauteur, non démolé)	Débris construction - pierre, tuiles, bois, conduits en fibres-ciment	Absence d'indices d'infestation de termites
	Sol - terre	Absence d'indices d'infestation de termites
	Murs - pierre et enduit chaux	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - bois et tuiles	Absence d'indices d'infestation de termites

**Adk Diag 13**

DF-2309-5249-TE Page 3 sur 6

TERMITES – Rapport n° : DF-2309-5249-TE

Etat du bâtiment relatif à la présence de Termites

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : 16/04/2024

7. Identification des bâtiments et parties de bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant.

8. Identification des ouvrages, parties d'ouvrages, et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant	-	

9. Constatations diverses (indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois, présence d'indices d'infestation de termites aux abords immédiats, signes de traitement antérieur, etc.) :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatation diverses
Bergerie (toute hauteur)	Plancher intermédiaire - bois	Présence d'indices d'infestation d'insectes à larves xylophages et d'agent biologiques de dégradation (champignons dus à l'humidité)
	Plafond - bois et tuiles	Présence d'indices d'infestation d'insectes à larves xylophages, Présence de moisissures sur le plancher intermédiaire

CONCLUSION**Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.****Etat relatif à la présence de termites valable 6 mois à partir du 17/10/2023.**

Attention : le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission. L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Notes :

- Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation ;
- Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état ;
- Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **B2C Certification**.

**Termites****Adk Diag 13**

DF-2309-5249-TE Page 4 sur 6



TERMITES – Rapport n° : DF-2309-5249-TE

Etat du bâtiment relatif à la présence de Termites

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : 16/04/2024

ANNEXE – ORDRE DE MISSION

Destinataire de l'ordre de mission : Monsieur Conservatoire du Littoral

1. Diagnostics techniques inclus dans la prestation

<input type="checkbox"/>	Certificat de Superficie Loi Carrez / Boutin	Ventes/Locations : lots de copropriété de plus de 8m²
<input type="checkbox"/>	CREP – Constat des Risques d'Exposition au Plomb	Ventes/Locations : permis de construire avant le 1 ^{er} janvier 1949
<input type="checkbox"/>	Constat de repérage Amiante	Ventes/Locations : permis de construire avant le 1 ^{er} juillet 1997
<input checked="" type="checkbox"/>	Etat relatif à la présence de Termites	Ventes : applicable à toutes les communes des Bouches-du-Rhône
<input type="checkbox"/>	DPE – Diagnostic de Performance Energétique	Ventes/Locations : tous les biens
<input type="checkbox"/>	Etat de l'installation intérieure de Gaz	Ventes/Locations : installations de plus de 15 ans
<input type="checkbox"/>	Etat de l'installation intérieure d' Electricité	Ventes/Locations : installations de plus de 15 ans
<input type="checkbox"/>	ERP - Etat des Risques et Pollutions (OFFERT)	Ventes/Locations : tous les biens
<input type="checkbox"/>	Etat des lieux	
<input type="checkbox"/>	Diagnostic Technique Global (DTG)	

2. Bien objet de la prestation

Type de bien :

Agricole Bâtiment agricole

☐ Cave

☐ Garage

Localisation :

« La Bergerie » 13200 ARLES

Date de construction :

Avant le 01/01/1949

3. Modalités

Intervention

Règlement

Validité de l'offre

Voir conditions générales d'intervention en page 2/2

Comptant sur place par chèque ou espèces contre reçu

Offre valable pour une durée de 1 mois.

4. Garanties

Certifications de compétences

Assurance RCP

Fédération

B2C Certification

Allianz

FNAIM – Chambre des Diagnostiqueurs



Termites

Adk Diag 13

DF-2309-5249-TE Page 5 sur 6



TERMITES – Rapport n° : DF-2309-5249-TE

Etat du bâtiment relatif à la présence de Termites

Date de visite : 17/10/2023

Date du rapport : 17/10/2023

Validité : 16/04/2024

Conditions générales d'intervention

L'intervention confiée au professionnel est limitée aux missions décrites dans l'ordre de mission. Il doit avoir **un accès libre et total à toutes les pièces, locaux, murs et éléments de structure visibles, revêtements, terrain et dépendances**. Le propriétaire est responsable de l'accessibilité à tous ces éléments. La garantie d'exonération pour vices cachés ne pourra pas entrer en compte pour les parties non accessibles et non visitables par l'opérateur le jour de la visite. Si des vices cachés apparaissent après des travaux ou démontages, le professionnel ne pourra être mis en cause.

Certificat de surface

Le mesurage d'un lot de copropriété rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Il est valable tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas modifiées. Le propriétaire s'engage à fournir des informations conformes au titre de propriété et règlement de copropriété (référence cadastrale, n° de lot).

Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)

Conformément au décret n° : 2011-807 du 5 juillet 2011, nous vous informons que certaines données relatives au DPE de votre bien sont collectées et versées dans l'observatoire des diagnostics de performance énergétique. Les données collectées sont le nom, le prénom et l'adresse du titulaire du diagnostic. Ces données sont à destination exclusive de l'ADEME, leur collecte a pour seul but de garder la trace des DPE réalisés dans leur intégralité et ne feront pas l'objet d'exploitation ni ne seront communiquées à des tiers par l'ADEME.

Conformément à la loi n° : 78/17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant, que vous pouvez exercer par courrier électronique à l'adresse cnii@ademe.fr.

Diagnostic Amiante (méthodologie normative NF X 46-020)

Ce constat repose sur la recherche visuelle et prélèvement de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante visibles et accessibles sans démontages destructifs. Les analyses de prélèvements éventuels sont effectuées par un laboratoire accrédité COFRAC, le coût unitaire d'un prélèvement pour analyse s'élevant à 70 euros TTC. **Les prélèvements ne sont effectués qu'après accord du propriétaire.**

☐ Le propriétaire autorise l'opérateur à effectuer prélèvement(s) pour analyse.

☐ Le propriétaire n'autorise pas l'opérateur à effectuer prélèvement(s) pour analyse (ces analyses devront être effectuées ultérieurement en cas de travaux sur ces produits ou matériaux)

Diagnostic Termites (méthodologie normative NF P 03-200 et NF P 03-201)

Ce constat repose sur un examen visuel des parties visibles et accessibles et d'un sondage non destructif des éléments en bois. Il n'a pas pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois.

☐ Oui, le propriétaire a connaissance de dégradations ou de la présence de termites sur son bien

☐ Non, le propriétaire n'a pas connaissance de dégradations ou de la présence de termites sur son bien

Etat de l'installation intérieure de gaz (méthodologie normative XP P 45-500)

Les contrôles portent sur l'état des tuyauteries fixes d'alimentation en gaz et leurs accessoires, sur le raccordement en gaz et la combustion des appareils et sur la ventilation des locaux. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

Le propriétaire s'engage à assurer pendant toute la durée du diagnostic, l'accès à tous les locaux et dépendances, l'alimentation effective en gaz de l'installation, le fonctionnement normal des appareils d'utilisations. Le cabinet ADK DIAG 13 attire l'attention du propriétaire sur le fait que sa responsabilité reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée. La responsabilité de l'opérateur est limitée aux points effectivement vérifiés.

En cas de **Danger Grave et Immédiat (DGI)**, l'opérateur interrompt sans délai partiellement ou totalement l'alimentation en gaz de l'installation et pose des étiquettes de condamnation sur tout ou partie de l'installation. Il fait signer le rapport par le donneur d'ordre ou le lui adresse par lettre recommandée ;

Etat de l'installation intérieure d'électricité (méthodologie normative XP C 16-600)

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment de la visite. Il s'effectue, sans montage ni démontage autre que celui du capot du tableau et ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur tout ou partie de l'installation. L'objectif du diagnostic n'est pas d'établir la conformité de l'installation mais de faire un bilan de sécurité suivant des points bien précis précisés par la norme XP C 16-600.

La responsabilité du cabinet est limitée aux points effectivement vérifiés. De même, sa responsabilité ne saurait être engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de tout ou partie de l'installation dont l'accès ne lui aurait été permis. La responsabilité du cabinet ne saurait en aucun cas être étendue aux conséquences de la mise hors tension de tout ou partie de l'installation qui ne lui aurait pas été signalée préalablement au diagnostic, ni au risque de non réenclenchement de ou des appareils de coupure et de protection.

Le diagnostic donnant lieu à une coupure de l'alimentation en électricité, tous les équipements et appareils programmables susceptibles d'être sensibles à la mise hors tension ou pouvant subir une détérioration lors de la remise sous tension, doivent être isolés du réseau par les soins de l'occupant préalablement à l'intervention.

Liste des éléments à présenter à l'opérateur lors de sa visite :

- Titre de propriété (acte notarié) portant désignation du bien à expertiser (consistance, numéros de lot(s), section cadastrale...);
- En cas de Diagnostic de Performance Énergétique :
 - sur un **mode de chauffage collectif** : relevés de charges des 3 dernières années (récapitulatifs annuels) ;
 - sur un mode de chauffage individuel, si le bien date d'avant 1948 : factures de consommations énergétiques des 3 dernières années
- En cas de présence d'une installation intérieure de gaz de plus de 15 ans : une facture de gaz
- En cas de présence d'une chaudière gaz : rapport d'entretien de moins d'un an (le cas échéant)
- Compte-rendu de précédentes expertises ayant été réalisé(s) sur le bien, le cas échéant.

Frais pour réimpression de dossier papier originale en cas de perte :

Merci de bien conserver la version papier originale de votre dossier. Toute demande de réimpression de votre dossier sera facturée 10.00€ TTC pour couverture des frais d'impression (temps et consommables) et de port.



Adk Diag 13

DF-2309-5249-TE Page 6 sur 6

Siège social :
45, rue Fort Notre Dame
13001 MARSEILLE

SARL au capital de 5 000 €
RCS Marseille 532 926 946 / APE : 7120B

Téléphone
06.71.65.21.41

Internet
Email : adkdiag13@gmail.com
www.adkdiag13.com





Accréditation
n°4-0557
PORTÉE
DISPONIBLE SUR
www.cofrac.fr



N° de certification
B2C 0255

CERTIFICATION DE PERSONNES

attribuée à :

David FREGE

Dans les domaines suivants :

Amiante sans mention : Secteur B : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Obtenu le : 03/07/2022

Valable jusqu'au : 02/07/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Amiante avec mention : Secteur Bbis : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Obtenu le : 03/07/2022

Valable jusqu'au : 02/07/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Plomb sans mention : Secteur A : Certification de personnes réalisant des constats de risque d'exposition au plomb (CREP)

Obtenu le : 06/08/2022

Valable jusqu'au : 05/08/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Energie sans mention (DPE) : Secteur D : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation et des attestations de prise en compte de la réglementation thermique

Obtenu le : 25/11/2022

Valable jusqu'au : 24/11/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Energie avec mention (DPE) : Secteur Dbis : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'immeubles ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation

Obtenu le : 25/11/2022

Valable jusqu'au : 24/11/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Certification Électricité : État de l'installation intérieure d'électricité.

Obtenu le : 24/04/2019

Valable jusqu'au : 23/04/2024*

Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences de personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Certification Gaz : État de l'installation intérieure de gaz.

Obtenu le : 06/03/2019

Valable jusqu'au : 05/03/2024*

Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Certification Termites : État relatif à la présence de termites dans le bâtiment en France métropolitaine

Obtenu le : 15/10/2018

Valable jusqu'au : 14/10/2023*

Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Fait à STRASBOURG, le 25 novembre 2022

Responsable qualité,
Sandrine SCHNEIDER

*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance.
La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : www.b2c-france.com



ATTESTATION

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n°: 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle
Diagnostic technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que la :

ADK DIAG 13
123 traverse parangon
13008 MARSEILLE
Adhérent n°115

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 39 rue Mstislav Rostropovitch 75815 Paris cedex 17, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°10592956604.

Garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Professionnelle de la société de Diagnostic Technique en immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément ou sens contractuel.

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mérule, C termites et F Termites ou F Insectes Xylophages et champignons lignivores pour les non certifiés Termites
- Diagnostic Mérule car pas pris en compte dans la certification Termites
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),

AXA France IARD SA
Société d'assurance au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 037 460 R.C.S. Nanterre
Enregistre-urge par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 727 037 460
Opérations d'assurance exécutées de TVA - art. 263-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

p. 1

- L'information sur la présence d'un risque de mérule,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),
- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,
- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Assistance à la livraison de biens neufs,
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs autonomes de fumée (DAAF) sans travaux d'électricité et sans maintenance,
- Certificat de logements décentes, Normes d'habitabilité (notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)
- DPE en vue de l'obtention d'un Prêt à taux zéro (DPE sans mention),
- Vérification de l'installation électrique du logement dans le cadre du télétravail,
- Audit énergétique pour les Maisons individuelles ou les bâtiments monopropriété (AC)

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété,
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention),
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention),
- Constat après travaux Plomb, (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition (CREP avec ou sans mention),
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention),
- Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux, (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention),
- Diagnostic amiante avant démolition, (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), SS4 et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Bilans thermiques : par infiltrométrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltrométrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012,
- Diagnostic Technique Global,
- Légionellose sauf exclusions contractuelles,
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y),

AXA France IARD SA
Société d'assurance au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 037 460 R.C.S. Nanterre
Enregistre-urge par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 727 037 460
Opérations d'assurance exécutées de TVA - art. 263-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

p. 2

- Diagnostic radon,
- Dépistage radon, (Autorité de Sécurité Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à :
300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance.

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023 INCLUS
SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE
D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET
DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 20/12/2022
Pour servir et valoir ce que de droit.
POUR L'ASSUREUR :
LSN, par délégation de signature :

LSN Assurances
39 rue Mstislav Rostropovitch
CS 40020 - 75017 PARIS
RCS Paris 346 123 005 - N°SIRET 87 000 473

AXA France IARD SA
Société d'assurance au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 037 460 R.C.S. Nanterre
Enregistre-urge par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 727 037 460
Opérations d'assurance exécutées de TVA - art. 263-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

p. 3

Attestation d'indépendance et d'impartialité

Je, soussigné David FREGE, président de la SAS Adk Diag 13, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à la bonne réalisation des prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises pour mener à bien leurs missions ;
- Avoir souscrit une assurance en responsabilité civile et professionnelle permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission et notamment :
- N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1^{er} de la loi n° : 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
- Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.

Marseille, le 01/01/2023

